ML. - 1 - Bureau Coordination L. 4603/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 janvier 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales", a donné le 31 janvier 1955 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e Januari 1955 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging der wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën", heeft de 31e Januari 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet a un triple objet :

1° majorer de 5 p.c. le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces institués par la loi du 24 décembre 1948;

2° modifier le régime de mobilité de ces fonds, dont les montants fluctueront désormais suivant l'index des prix de détail;

3° compléter la loi du 24 décembre 1948 par quelques dispositions concernant la rectification des erreurs qui peuvent se produire lors de la répartition des fonds.

Le projet se présente comme la onzième modification apportée à la loi du 24 décembre 1948. Le Conseil d'Etat a, en effet, relevé les modifications suivantes :

Lois et arrêtés modificatifs	Dispositions modifiées
Arrêté du Régent du 27 septembre 1949	article 12
Arrêté royal du 18 septembre 1950	articles 28 et 29
Loi du 30 juin 1951	articles 9 et 14
Arrêté royal du 10 octobre 1951	articles 11 à 15
Loi du 23 juillet 1952	articles 3,24 et 27
Loi du 26 juillet 1952 (débits de boissons): déroge à l'	article 36
Loi du 17 juillet 1953	articles 6, 7 et 10
Arrêté royal du 11 mars 1954	articles 28 à 31
Loi du 12 mars 1954:prévoit une nouvelle source de revenus pour le Fonds spécial institué par l'	article 18
Loi du 17 mars 1954:proroge la loi du 23 juillet 1952 et déroge à l'	article 27

.../...

Des modifications peuvent, en effet, être apportées à la loi du 24 décembre 1948 tant par le Roi que par la loi, en vertu des articles 20 et 33 notamment.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait utile de profiter du présent projet pour y insérer une disposition permettant au Roi de coordonner, lorsqu'il le jugera opportun, la loi et les diverses modifications qu'elle a subies ou qu'elle subira. Tel est le but de l'article 10 du texte proposé ci-après .

\+

\+ \+

La majoration de 5 p.c. des trois Fonds institués par la loi du 24 décembre 1948 fait l'objet de l'article 1er du projet, ainsi libellé :

"Article 1er.-

Sans préjudice des articles 6, alinéas 4 et 5, 10 et 27, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, sont majorées de 5 p.c. à partir du 1er janvier 1955, les dotations initiales du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des communes, ainsi que leurs augmentations annuelles, et la dotation du Fonds des provinces".

Il est de mauvaise technique de ne pas insérer les modifications que l'on apporte à une loi dans le texte même de cette loi. Un tel procédé multiplie sans profit les textes législatifs. Il serait préférable de remplacer l'article 1er du projet par trois dispositions

.../...

modifiant les articles 6, alinéa 2, 9, alinéas 1er et 2, et 27, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1948. Tel est l'objet respectivement des articles 1er, § 1er, 3 et 7 du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Le nouveau régime de mobilité que le projet entend appliquer aux trois Fonds est basé sur les fluctuations de l'index des prix de détail. C'est le même régime de mobilité que celui que l'article 42 de l'arrêté royal du 16 février 1953 prévoit pour les traitements des agents de l'Etat, à la seule différence que l'index pris en considération par le projet est l'index moyen d'un trimestre au lieu de l'index mensuel. L'article 2 du projet, qui définit ce régime de mobilité en tant qu'il s'applique au Fonds communal d'assistance publique (article 1er, § 2, du texte proposé par le Conseil d'Etat),est libellé en termes s'inspirant de l'article 42 de l'arrêté royal du 16 février 1953. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat renonce à proposer la modification de cette disposition qui pourrait être rédigée avec plus de clarté.

Les autres dispositions du projet n'appellent que des modifications de pure forme. Il n'y a d'observation à faire qu'à propos de l'article 6, § 2, qui ajoute deux alinéas à l'article 19 de la loi (article 6, § 2, du texte proposé par le Conseil d'Etat). L'occasion est favorable de faire disparaître le dernier alinéa de l'article 19 actuel : cette disposition, qui concerne la répartition des avances sur le Fonds des communes en 1949 et en 1950, est en effet devenue sans objet.

Cette suppression nécessite un remaniement de l'article 32, alinéa 2, du projet, dont la première phrase se réfère aux alinéas 2 à 5 de l'article 19, et dont la deuxième phrase est également devenue sans objet.

.../...

Compte tenu des remarques qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 24 DECEMBRE 1948 CONCERNANT LES FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

§ 1er. L'article 6, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1948, modifié par la loi du 17 juillet 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Il est alimenté par un prélèvement annuel sur les ressources générales du Trésor de 1.065.750.000 francs en 1955, de 1.071.000.000 de francs en 1956 et de 1.076.250.000 francs à partir de 1957".

.../...

§ 2. Les alinéas 4 et 5 du même article sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Toutefois, le montant de chaque quart est majoré ou réduit comme suit, lorsque l'index moyen des prix de détail du Royaume pour le trimestre pénultième est supérieur à 399,9 ou inférieur à 350 :

Index	Majoration	Réduction
440 à 449,9	12,5 p.c.	-
430 à 439,9	10 p.c.	-
410 à 429,9	5 p.c.	-
400 à 409,9	2,5 p.c.	-
340 à 349,9	-	2,5 p.c.
330 à 339,9	-	5 p.c.

Le tableau ci-dessus sera modifié comme suit, lorsque l'index trimestriel considéré aura atteint 430 :

Index	Majoration
420 à 429,9	7,5 p.c.
410 à 419,9	5 p.c.

En cas de modification du régime de l'index, les deux alinéas précédents seront adaptés par le Roi au régime nouveau.".

Article 2.-

Un article 8 bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 8 bis.- S'il est constaté après répartition d'un quart du Fonds, qu'une erreur a été commise au détriment d'une commune, la somme dont celle-ci a été privée lui est allouée par prélèvement sur un autre quart du même Fonds ou du Fonds d'un exercice ultérieur. Cette somme est calculée suivant les bases de la répartition au cours de laquelle l'erreur a été commise.

En cas d'erreur commise au profit d'une commune, la somme allouée indûment est récupérée à l'intervention de la société anonyme Crédit communal de Belgique qui, sur le vu de l'arrêté du Ministre de l'Intérieur ordonnant la récupération, débite de cette somme le compte ouvert à la commune et en verse le montant au Trésor public, pour attribution au Fonds spécial créé par l'article 18.".

Article 3.-

L'article 9, alinéas 2 et 3, de la même loi, modifié par la loi du 30 juin 1951, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le Fonds des communes est alimenté par un prélèvement annuel de 4.221.000.000 de francs sur les ressources générales du Trésor.

Ce prélèvement est augmenté chaque année, à partir du 1er janvier 1956, d'une somme de 21.000.000 de francs.".

.../...

Article 4.-

L'article 10 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 10.-

Le régime de mobilité établi par l'article 6, alinéas 4 et 5, est applicable au Fonds des communes.

A cette fin, ce Fonds est censé divisé en quarts correspondant aux trimestres de l'année, le montant de chaque quart étant influencé par l'index moyen des prix de détail du Royaume pour le trimestre pénultième.".

Article 5.-

L'article 18, alinéa 1er de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Les avances trimestrielles allouées à ces communes en vertu de l'article 19 sont récupérées suivant la procédure prévue par l'article 8bis, alinéa 2.".

Article 6.-

§ 1er. L'article 19, alinéa 3, de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Si le montant des avances versées à une commune est supérieur à la part qui lui revient dans la répartition, la différence est récupérée par la société anonyme Crédit communal de Belgique , qui en débite le compte ouvert à la commune.".

§ 2. Le dernier alinéa du même article est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"S'il est constaté, après une répartition définitive, qu'une erreur a été commise au détriment d'une commune, la somme dont celle-ci a été privée lui est allouée à l'occasion de la répartition correspondante lors d'un exercice ultérieur. Cette somme est calculée suivant les bases de la répartition au cours de laquelle l'erreur a été commise.

L'article 8bis, alinéa 2, est applicable en cas d'erreur commise au profit d'une commune.".

Article 7.-

L'article 27, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Le Fonds des provinces est alimenté par un prélèvement annuel de 708.750.000 francs sur les ressources générales du Trésor.".

Article 8.-

L'article 32, alinéa 2,de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Les parts revenant aux provinces dans chacune d'elles sont payées par trimestre et par quart, selon les règles énoncées aux alinéas 2 à 4 de l'article 19.".

Article 9.-

Un article 32bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 32bis.

L'article 19, alinéa 5, est applicable pour la rectification d'erreurs commises au détriment d'une province lors d'une répartition définitive.

.../...

En cas d'erreur commise au profit d'une province, la somme allouée indûment est récupérée suivant la procédure prévue par l'article 8bis, alinéa 2, et répartie par le Ministre de l'Intérieur entre les provinces au prorata de leur quote-part dans la même répartition, compte tenu de la réduction appliquée à la part entachée d'erreur.".

Article 10.-

Le Roi peut coordonner les dispositions encore en vigueur de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales et les modifications expresses ou implicites que ces dispositions ont ou auront subies au moment où les coordinations seront faites.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre et la numérotation des titres, chapitres, sections et articles des lois à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions;
2° modifier les références contenues dans les lois à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer une terminologie uniforme.

Les coordinations porteront l'intitulé suivant : "Lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales, coordonnés le...".

Article 11.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1955.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Het ontwerp heeft een drieledig doel :

1° verhoging met 5 t.h. van het Gemeentefonds voor openbare onderstand, het Fonds der gemeenten en het Fonds der provinciën, alle ingesteld door de wet van 24 December 1948;

2° wijziging van het mobiliteitsstelsel van deze fondsen, waarvan de bedragen voortaan zullen schommelen volgens het indexcijfer der kleinhandelsprijzen;

3° aanvulling van de wet van 24 December 1948 met een aantal bepalingen betreffende het verbeteren van vergissingen die zich bij de omslag van die fondsen kunnen voordoen.

Het ontwerp is de elfde wijziging van de wet van 24 December 1948. De Raad van State heeft immers de volgende wijzigingen kunnen optekenen :

Wetten en besluiten tot wijziging	Gewijzigde artikelen
Besluit van de Regent van 27 September 1949	artikel 12
Koninklijk besluit van 18 September 1950	artikelen 28 en 29
Wet van 30 Juni 1951	artikelen 9 en 14
Koninklijk besluit van 10 October 1951	artikelen 11 tot 15
Wet van 23 Juli 1952	artikelen 3, 24 en 27
Wet van 26 Juli 1952 (drankslijterijen) : wijkt af van	artikel 36

.../...

Wet van 17 Juli 1953	artikelen 6, 7 en 10
Koninklijk besluit van 11 Maart 1954	artikelen 28 tot 31
Wet van 12 Maart 1954: voorziet een nieuwe bron van inkomsten voor het speciaal Fonds ingesteld bij	artikel 18
Wet van 17 Maart 1954: verlengt de wet van 23 Juli 1952 en wijkt af van	artikel 27 .

Wijzigingen kunnen immers, onder meer krachtens de artikelen 20 en 33, zowel door de Koning als door de wet aan de wet van 24 December 1948 worden gebracht.

Volgens de Raad van State, zou het nuttig zijn, van het ontwerp gebruik te maken om een bepaling in te voegen, die de Koning in staat stelt de wet en de daaraan gebrachte of te brengen wijzigingen op een door hem geschikt geacht tijdstip te coördineren. Daartoe dient artikel 10 van de hierna voorgestelde tekst.

\+

\+ \+

Over de verhoging met 5 t.h. van de drie door de wet van 24 December 1948 ingestelde Fondsen handelt artikel 1 van het ontwerp, dat als volgt luidt :

"Artikel 1.-

Onverminderd de artikelen 6, vierde en vijfde lid, 10 en 27, tweede lid, van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, worden de oorspronkelijke dotaties van het Ge-

meentefonds voor openbare onderstand en van het Fonds der gemeenten, zomede de jaarlijkse verhogingen hiervan, en de dotaties van het Fonds der provinciën, verhoogd met 5 p.c. met ingang van 1 Januari 1955 ".

Het is een verkeerde techniek, de in een wet aangebrachte wijzigingen niet in de tekst van de wet zelf op te nemen. Zo immers neemt het aantal wetteksten nodeloos toe. Het verdient aanbeveling artikel 1 van het ontwerp te vervangen door drie bepalingen tot wijziging van de artikelen 6, tweede lid, 9, eerste en tweede lid, en 27, eerste lid, van de wet van 24 December 1948. Hiertoe dienen respectievelijk de artikelen 1, § 1, 3 en 7 van de tekst die de Raad van State voorstelt.

Het nieuwe mobiliteitsstelsel dat het ontwerp op de drie Fondsen wil toepassen, berust op de schommelingen van het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen. Het is hetzelfde mobiliteitsstelsel als bepaald in artikel 42 van het koninklijk besluit van 16 Februari 1953 ten aanzien van de wedden van het Rijkspersoneel, met als enig verschil dat het door het ontwerp in aanmerking genomen indexcijfer het gemiddeld indexcijfer van een trimester is in plaats van het indexcijfer van een maand. Artikel 2 van het ontwerp, dat dit mobiliteitsstelsel bepaalt voorzover het toepassing vindt op het Gemeentefonds voor openbare onderstand (artikel 1, § 2, van de door de Raad van State voorgestelde tekst), is gerediggeerd naar het voorbeeld van de tekst van artikel 42 van het koninklijk besluit van 16 Februari 1953. Daarom heeft de Raad van State ervan afgezien, wijzigingen voor te stellen voor deze bepaling, die duidelijker kan worden gesteld.

..../...

De overige hepalingen van het ontwerp vergen alleen loutere vormwijzigingen. Alleen in verband met artikel 6, § 2, dat twee leden aan artikel 19 van de wet toevoegt (artikel 6, § 2, van de door de Raad van State voorgestelde tekst), is nog het volgende op te merken. Er is nu gelegenheid om het laatste lid van het huidige artikel 19 te doen vervallen : deze bepaling, welke betrekking heeft op de omslag van de voorschotten op het Fonds der gemeenten in 1949 en 1950, heeft immers geen nut meer.

Door deze schrapping wordt een omwerking nodig van artikel 32, tweede lid, van het ontwerp, waarvan de eerste volzin naar artikel 19, tweede tot vijfde lid, verwijst, en waarvan de tweede volzin evenmin nog nut heeft.

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 24 DECEMBER 1948 BETREFFENDE DE GEMEENTELIJKE EN PROVINCIALE FINANCIEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

§ 1. Artikel 6, tweede lid, van de wet van 24 December 1948, gewijzigd bij de wet van 17 Juli 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het wordt gestijfd door een jaarlijkse opneming op de algemene Schatkistinkomsten van 1.065.750.000 frank in 1955, 1.071.000.000 frank in 1956 en 1.076.250.000 frank van 1957 af.".

§ 2. Het vierde en het vijfde lid van hetzelfde artikel worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Het bedrag van elk vierde wordt evenwel als volgt verhoogd of verlaagd wanneer het gemiddelde indexcijfer van 's Rijks kleinhandelsprijzen over het voorlaatste kwartaal hoger ligt dan 399,9 of lager dan 350 :

Indexcijfer	Verhoging	Verlaging
440 tot 449,9	12,5 t.h.	-
430 tot 439,9	10 t.h.	-
410 tot 429,9	5 t.h.	-
400 tot 409,9	2,5 t.h.	-
340 tot 349,9	-	2,5 t.h.
330 tot 339,9	-	5 t.h.

.../...

Voorgaande tabel zal worden gewijzigd als volgt, wanneer het in aanmerking komende driemaandelijks indexcijfer 430 heeft bereikt :

Indexcijfer	Verhoging
420 tot 429,9	7,5 t.h.
410 tot 419,9	5 t.h.

Wordt een wijziging in de indexregeling aangebracht, dan worden de voorgaande twee leden door de Koning aan de nieuwe regeling aangepast.".

Artikel 2.-

In dezelfde wet wordt een artikel 8 bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 8 bis.-

Wordt na de verdeling van een vierde van het Fonds vastgesteld, dat ten nadele van een gemeente een vergissing is begaan, dan wordt de door haar gederfde som voldaan door opneming op een ander vierde van hetzelfde Fonds of van het Fonds van een later dienstjaar. Deze som wordt berekend volgens de grondslagen van de verdeling waarin de vergissing is begaan.

Is de vergissing begaan ten voordele van een gemeente, dan wordt de ten onrechte uitgekeerde som verhaald door toedoen van de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België" welke, na kennisneming van het besluit van de Minister van Binnenlandse Zaken dat het verhaal gelast, de ten name van de gemeente geopende rekening voor deze som debiteert en het bedrag aan de Schatkist stort om aan het bij artikel 18 opgerichte Speciaal Fonds te worden afgedragen.".

Artikel 3.-

Artikel 9, tweede en derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 Juni 1951, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Het Fonds der gemeenten wordt gestijfd door een jaarlijkse opneming van 4.221.000.000 frank op de algemene Schatkistinkomsten.

Deze opneming wordt van 1 Januari 1956 af, ieder jaar met 21.000.000. frank vermeerderd.".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 10 van dezelfde wet wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"Artikel 10.-

Het bij artikel 6, vierde en vijfde lid, ingevoerde mobiliteitsstelsel is van toepassing op het Fonds der gemeenten.

Daartoe wordt dit Fonds geacht te zijn verdeeld in met de kwartalen van het jaar overeenkomende vierden, met dien verstande dat elk vierde beïnvloed wordt door het algemeen indexcijfer van de kleinhandelsprijzen voor het Rijk over het voorlaatste kwartaal.".

Artikel 5.-

Artikel 18, eerste lid, van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De krachtens artikel 19 aan deze gemeenten verleende kwartaalvoorschotten worden verhaald op de wijze als bepaald in artikel 8 bis, tweede lid.".

Artikel 6.-

§ 1. Artikel 19, derde lid, van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Is het bedrag van de aan een gemeente uitgekeerde voorschotten hoger dan het aandeel dat haar in de verdeling toekomt, dan wordt het verschil verhaald door de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België", die de ten name van de gemeente geopende rekening voor dat bedrag debiteert.".

.../...

§ 2. Het laatste lid van hetzelfde artikel wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Wordt na de definitieve verdeling vastgesteld, dat ten nadele van een gemeente een vergissing is begaan, dan wordt de door haar gederfde som voldaan bij de overeenstemmende verdeling voor een later dienstjaar. Deze som wordt berekend volgens de grondslagen van de verdeling waarin de vergissing is begaan.

Artikel 8 bis, tweede lid, is toepasselijk in geval van vergissing ten voordele van een gemeente.".

Artikel 7.-

Artikel 27, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het Fonds der provinciën wordt gestijfd door een jaarlijkse opneming van 708.750.000 frank op de algemene Schatkistinkomsten.".

Artikel 8.-

Artikel 32, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het aandeel van de provinciën in elk dezer wordt per kwartaal en per vierde uitbetaald, volgens de regelen opgegeven in het tweede, derde en vierde lid van artikel 19.".

.../...

Artikel 9.-

In dezelfde wet wordt een artikel 32 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 32 bis.-

Voor de herstelling van vergissingen die bij een definitieve verdeling ten nadele van een provincie zijn begaan, is artikel 19, vijfde lid,van toepassing.

Is de vergissing begaan ten voordele van een provincie, dan wordt de ten onrechte uitgekeerde som verhaald op de wijze als bepaald in artikel 8 bis, tweede lid, en door de Minister van Binnenlandse Zaken tussen de provinciën verdeeld naar rato van hun aandeel in dezelfde verdeling, rekening gehouden met de vermindering toegepast op het verkeerdelijk vastgestelde gedeelte.".

Artikel 10.-

De Koning kan de nog geldende bepalingen van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën coördineren met de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen welke in deze bepalingen zijn of zullen zijn aangebracht op het tijdstip waarop de coördinatie geschiedt.

Daartoe kan hij :

1° de volgorde en de nummering van de titels, hoofdstukken, afdelingen en artikelen van de te coördineren wetten wijzigen en ze volgens andere indelingen hergroeperen ;

.../...

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren wetten wijzigen, ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen ;

3° met het oog op de eenheid in de terminologie, de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen.

Aan de coordinatie zal volgende titel worden gegeven :

"Wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, gecoördineerd ... ".

Artikel 10.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1955.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J. VAUTHIER, L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.